

**REPUBLIQUE DU CAMEROUN**  
*Paix-Travail-Patrie*



**REPUBLIC OF CAMEROON**  
*Peace-Work-Fatherland*

## **ANNEXE N°11**

### **RAPPORT D'EXECUTION DES PROJETS A FINANCEMENTS EXTERIEURS**

***ANNEXE BIP AU PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2021***

***Projet de loi de règlement  
Exercice Budgétaire 2021***

---

## SOMMAIRE

---

<b>SOMMAIRE</b> .....	<b>2</b>
<b>LISTE DES TABLEAUX</b> .....	<b>3</b>
<b>LISTE DES FIGURES</b> .....	<b>3</b>
<b>SIGLES ET ABREVIATIONS</b> .....	<b>4</b>
<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>7</b>
<b>I. METHODOLOGIE DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DES DONNEES D'EXECUTION DES FINANCEMENTS EXTERIEURS DU BIP 2021</b> .....	<b>8</b>
<b>II. PROCEDURE DE L'EXECUTION DES FINANCEMENTS EXTERIEURS</b> .....	<b>9</b>
<b>III. SITUATION DE L'EXECUTION DES FINANCEMENTS EXTERIEURS</b> .....	<b>9</b>
III.1. Synthèse de la budgétisation des financements extérieurs.....	9
III.2. Situation de l'exécution des financements extérieurs au terme de l'exercice 2021 .....	10
<i>III.2.1. Situation des décaissements sur financements extérieurs</i> .....	<i>10</i>
III.1.2.1. Situation des décaissements sur financements extérieurs .....	10
III.1.2.2. Situation des décaissements par concessionnalité .....	11
III.1.2.3. Décaissements sur Financements Extérieurs par type de bailleur .....	12
<i>III.3. Évolution des décaissements sur financements extérieurs au cours de l'exercice 2021</i> .....	<i>13</i>
<b>IV. PRINCIPAUX CONSTATS ET PERSPECTIVES</b> .....	<b>14</b>
<b>ANNEXES</b> .....	<b>16</b>
Annexe 1 : Situation de l'exécution des financements extérieurs par chapitre .....	16
Annexe 2 : Situation de l'exécution des financements extérieurs par chapitre et par tâche .....	17

---

## **LISTE DES TABLEAUX**

---

<b>Tableau 1 : Synthèse des appels de fonds effectués par type de financement (en milliers de FCFA)</b> .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
<b>Tableau 2 : Synthèse de l'exécution des financements extérieurs (en milliers de FCFA) ....</b>	<b>11</b>
<b>Tableau 3 : Situation des décaissements ayant fait l'objet de renvoi aux bailleurs (en milliers de FCFA) .....</b>	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
<b>Tableau 4 : Situation des décaissements par type de bailleur.....</b>	<b>12</b>

## **LISTE DES FIGURES**

---

<b>Figure 1: processus d'exécution des financements extérieurs .....</b>	<b>9</b>
<b>Figure 2 : Répartition du plafond de décaissement par type de financement (en milliers de FCFA)</b> .....	<b>10</b>
<b>Figure 3 : Répartition des décaissements nets 2020 à fin décembre 2020 par concessionnalité ..</b>	<b>12</b>
<b>Figure 4 : Évolution mensuelle des décaissements nets 2020 à fin décembre .....</b>	<b>13</b>

---

## SIGLES ET ABREVIATIONS

---

ACEFA	Programme d'Amélioration de la Compétitivité des Exploitations Agropastorales Familiales
AEP	Alimentation en Eau Potable
AMI	Appel à Manifestation d'Intérêt
APAPE	Programme d'Amélioration de la Productivité Agricole des Petits Exploitants en Afrique subsaharienne
ARSEL	Agence de Régulation du Secteur de l'Electricité
ASGIRAP	Programme d'Appui à la Sécurisation et à la Gestion Intégrée des Ressources Agro-Pastorales
BIP	Budget d'Investissement Public
BMN	Bureau de Mise à Niveau des Entreprises
BP	Budget Programme
BUCREP	Bureau Central de Recensement et d'Etudes de la Population
C2D	Contrat de Désendettement et de Développement
CAA	Caisse Autonome d'Amortissement
CAMERCAP-PARC	Cameroon Policy Analysis and Research Center
CAN	Coupe d'Afrique des Nations
CAON-FED	Cellule d'Appui à l'Ordonnateur du Fonds Européen pour le Développement
CARPA	Conseil d'Appui à la Réalisation des Contrats de Partenariat
CDBF	Conseil de Discipline Budgétaire et Financière
CDE	Camerounaise des Eaux
CES	Conseil Economique et Social
CFM	Centres de Formation aux Métiers
CFPE	Centre de Formation Professionnelle d'Excellence
CFPS	Centre de Formation Professionnelle Sectoriel
CMPM	Commission Ministérielle de Passation des Marchés
CNJC	Conseil National de la Jeunesse du Cameroun
CONSUPE	Services du Contrôle Supérieur de l'Etat
CPM	Commission de Passation des Marchés
CTD	Collectivités Territoriales Décentralisées
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DGCOOP	Direction Générale de la Coopération et de l'Intégration Régionale
DGEPIP	Direction Générale de l'Economie et de la Programmation des Investissements Publics
DPEFF	Direction de la Promotion Economique de la Femme et de la Famille
DSCE	Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi
EAA	Agence intergouvernementale Eau et Assainissement pour l'Afrique
ECAM	Enquête Camerounaise Auprès des Ménages
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FERC	Fonds d'Expertise et de Renforcement des Capacités
FIDA	Fonds International pour le Développement Agricole
FINEX	Financements extérieurs
FMI	Fonds Monétaire International
GP-IRDP	Projet de Développement Rural Intégré Chari Logone
INS	Institut National de la Statistique
IPD	Institut Panafricain pour le développement
IRAD	Institut de Recherche Agricole pour le Développement
IRENA	International Renewable Energies Agency
LIFIDEP	Livestock and Fisheries Development Project
LMOS	Living Modified Organisms

MEADEN	Mission d'Etude pour l'Aménagement De l'Extrême-Nord
MEAO	Mission d'Etude pour l'Aménagement de l'Océan
MIDIMA	Mission de Développement Intégré des Monts Mandara
MINAC	Ministère des Arts et de la Culture
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINAS	Ministère des Affaires Sociales
MINATD	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation
MINCOM	Ministère de la Communication
MINCOMMERCE	Ministère du Commerce
MINDCAF	Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières
MINDEF	Ministère de la Défense
MINEDUB	Ministère de l'Education de Base
MINEE	Ministère de l'Eau et de l'Energie
MINEFOP	Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
MINEPAT	Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
MINEPDED	Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable
MINEPIA	Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales
MINESEC	Ministère des Enseignements Secondaires
MINESUP	Ministère de l'Enseignement Supérieur
MINFI	Ministère des Finances
MINFOF	Ministère des Forêts et de la Faune
MINFOPRA	Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative
MINHDU	Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain
MINMAP	Ministère des Marchés Publics
MINMIDT	Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique
MINPMEESA	Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat
MINPOSTEL	Ministère des Postes et Télécommunications
MINPROFF	Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille
MINRESI	Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation
MINREX	Ministère des Relations Extérieures
MINSANTE	Ministère de la Santé Publique
MINSEP	Ministère des Sports et de l'Education Physique
MINT	Ministère des Transports
MINTOUL	Ministère du Tourisme et des Loisirs
MINTP	Ministère des Travaux Publics
MINTSS	Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale
MIPROMALO	Mission de Promotion des Matériaux Locaux
PAAQSU	Programme d'Appui à l'Amélioration de la Qualité des Services rendus aux Usagers
PACA	Projet d'Amélioration de la Compétitivité Agricole
PACD/PME	Programme d'Appui à la Création et au Développement des PME
PADMIR	Projet d'Appui au Développement de la Microfinance Rurale
PADY II	Projet d'Assainissement de Yaoundé (Phase II)
PAEPA-MRU	Projet d'Alimentation en Eau Potable et Assainissement en milieu Rural
PAEPA-MSU	Projet d'Alimentation en Eau Potable et Assainissement en milieu Semi Urbain
PAISS	Projet d'Appui aux Investissements dans le Secteur de la Santé
PAJER-U	Programme d'Appui à la Jeunesse Rurale et Urbaine
PAPA	Programme d'Amélioration de la Productivité Agricole
PAUEPY	Programme d'Approvisionnement en Eau Potable de la ville de Yaoundé et ses environs
PCFC	Projet de Compétitivité des Filières de Croissance

PDCVA	Projets de Développement des Chaînes de Valeurs Agricoles
PDFVMC-FEICOM	Programme de Décentralisation FEICOM-Villes Moyennes du Cameroun
PDICA	Programme de Développement Intégré Communautaire de l'Atlantique
PDUE	Projet de Développement des secteurs Urbains et de l'approvisionnement en Eau
PDRM II	Phase II du Projet de Développement Rural du Mont Mbappit
PDSEN	Projet de Développement du Secteur de l'Energie
PER	Projet d'Electrification Rurale
PERIZ	Programme d'Exécution de la convention « Riz-Maïs » et de la convention « Manioc » (PERIZ-MAÏS-MANIOC)
PIAASI	Programme Intégré d'Appui aux Acteurs du Secteur Informel
PIADEL-EN	Projet d'Investissement en Appui au Développement Economique dans l'Extrême-Nord
PIE	Projet d'Interconnexion des réseaux Electriques
PIFMAS	Projet d'Insertion Socio-Economique des Jeunes par la création des Micro-entreprises de Fabrication du Matériel Sportif
PLANUT	Plan d'Urgence Triennal pour l'accélération de la Croissance
PMEAA	Programme d'Appui aux Petites et Moyennes Entreprises Agricoles et Alimentaires
PNDP	Programme National de Développement Participatif
POP <sub>s</sub>	Polluants Organiques Persistants
PPA	Projet de Performance des Administrations
PROBMIS	Program Budget Management Integrated System
PTA	Plan de Travail Annuel
PULCI	Projet d'Urgence de Lutte Contre les Inondations dans la Région de l'Extrême-Nord
RAP	Rapport Annuel de Performance
REDD+	Reducing Emissions from Deforestation and Degradation
REPEC	Research Paper's in Economics
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SIDA	Syndrome d'Immunodéficience Acquise
SND30	Stratégie Nationale de Développement 2020-2030
SONATREL	Société Nationale de Transport de l'Electricité
SPM	Services du Premier Ministre
SPRPB II	Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base Phase II
SWAP	Sector Wide Approach
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication

---

## INTRODUCTION

---

Le Budget d'Investissement Public (BIP) est un instrument de politique économique par lequel l'État met à disposition les infrastructures, les équipements et les services socioéconomiques pour l'amélioration des conditions de vie des populations et pour le développement du secteur productif.

Tenant compte de ce rôle essentiel du Budget d'Investissement Public, le Gouvernement l'a porté sur les aspects relevant des considérations clés et essentielles pour la mise en œuvre du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE), puis de la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30).

En vue de la mise en œuvre de la politique qu'il s'est fixé et compte tenu des contraintes qui pèsent sur les ressources internes, l'État du Cameroun sollicite l'appui des Partenaires Techniques et Financiers dans le financement et l'accompagnement pour la mise en œuvre des projets. Cet appui se matérialise par des dons et/ou des prêts. Ainsi, pour le compte de l'exercice 2021, le BIP est financé à hauteur de FCFA 733,80 milliards par les ressources extérieures, représentant environ 53,09% du BIP, soit une augmentation de 9,00 points par rapport à l'exercice budgétaire 2020.

L'exécution des projets du BIP 2021 s'est faite dans un contexte marqué par :

- le maintien d'une veille sécuritaire sur toute l'étendue du territoire national ;
- la poursuite de la mise en œuvre du plan présidentiel de reconstruction des Régions affectées par la crise sécuritaire ;
- la mise en œuvre du Nouveau Programme Économique et Financier (PEF) conclu le 29 juillet 2021, avec le Fonds Monétaire International (FMI) ;
- la deuxième année de mise en œuvre :
  - o de la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30) ;
  - o du plan de riposte contre la propagation de la pandémie de la Covid-19 ;
- l'accentuation de la responsabilisation des responsables des unités de gestion des projets marqué par la signature du Décret N° 2021/7341/PM du 13 octobre 2021 fixant les règles régissant la création, l'organisation et le fonctionnement des programmes et projets de développement.

Ce contexte macroéconomique, jumelé aux différentes entraves à la bonne exécution des projets à financements extérieurs (FINEX), ont astreint le Gouvernement à prendre des

---

mesures pour un meilleur suivi de l'exécution des financements extérieurs afin de maintenir la viabilité de la dette.

Le présent document est un récapitulatif de la situation de l'exécution des financements extérieurs au titre de l'exercice 2021. Il fait aussi état des difficultés rencontrées ainsi que des perspectives en vue d'une meilleure exécution des projets à financements extérieurs.

## **I. METHODOLOGIE DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DES DONNEES D'EXECUTION DES FINANCEMENTS EXTERIEURS DU BIP 2021**

---

Dans le cadre de l'exécution du BIP de l'exercice budgétaire 2021, les données d'exécution des financements extérieurs ont été collectées par divers canaux notamment :

- la revue de l'exécution du BIP, essentiellement pour le compte du 4<sup>ème</sup> Trimestre de l'exercice 2021, organisée par le MINEPAT en collaboration avec le MINFI et le MINMAP ;
- la deuxième session du Comité National de suivi de l'exécution physico-financière du BIP au titre de l'exercice 2021 ;
- les fiches de remontée de l'information sur l'exécution des projets à financements extérieurs lorsqu'elles sont rendues disponibles par les responsables de projets ;
- des séances de travail avec certaines structures internes du MINEPAT (DGEPIP et DGCOOP) ;
- la collaboration avec différentes autres parties prenantes à l'exécution des financements extérieurs, telles que la Cellule d'Appui à l'Ordonnateur National du FED (CAON-FED) et la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA).

Dans le cadre des travaux de la revue de l'exécution physico-financière du BIP 2021 au titre du quatrième trimestre, il a été demandé aux administrations de faire le point sur l'exécution de tous les projets programmés y compris les projets à financements extérieurs. Un fichier de l'exécution tâche par tâche a été remis auxdites administrations en vue de l'actualisation des niveaux de réalisations physiques. Les données ainsi collectées ont été consolidées pour obtenir une situation globale de l'exécution des projets à financements extérieurs.

La deuxième session du Comité National de l'exécution physico-financière du BIP 2021 a également donné l'occasion de collecter des informations complémentaires sur l'exécution des projets à financements extérieurs. A cette occasion, le fichier de l'exécution physico-financière des projets du BIP a été également mis à jour et les informations collectées consolidées en vue de leur validation par ladite instance.

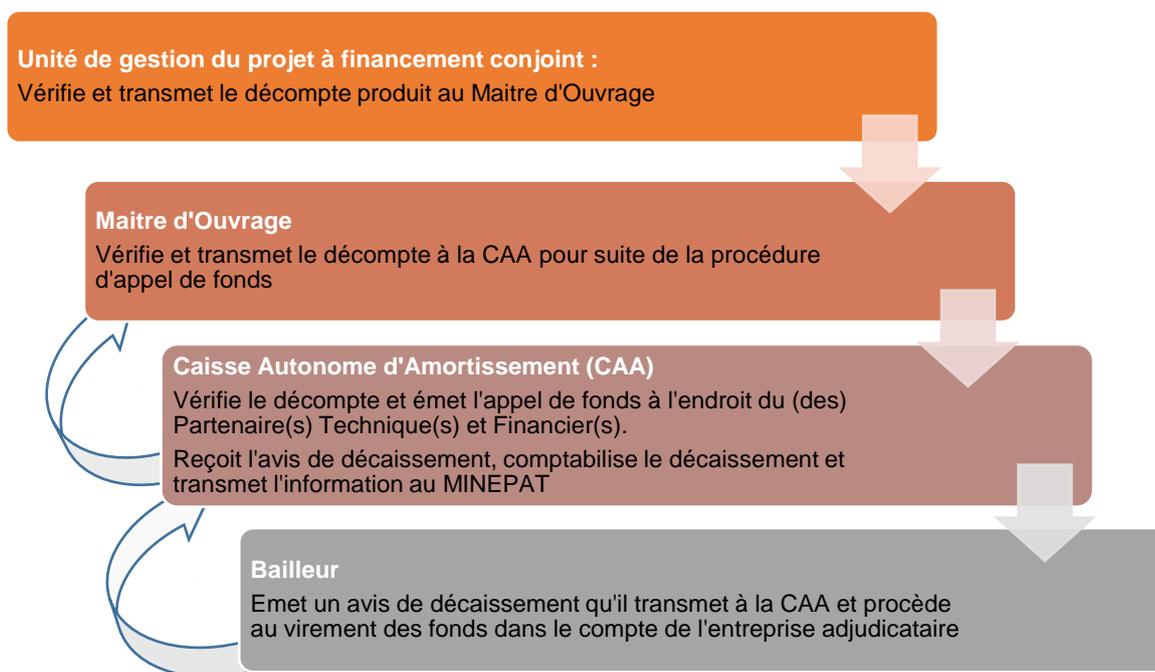
Les diverses sources suscitées ont permis de produire la situation des décaissements sur financements extérieurs non sans remonter par la même occasion, l'information sur les niveaux d'exécution physique et les difficultés rencontrées par lesdits projets au cours de l'exercice budgétaire 2021.

## II. PROCEDURE DE L'EXECUTION DES FINANCEMENTS EXTERIEURS

L'exécution des Financements Extérieurs se fait suivant les procédures arrêtées dans les conventions de financement. Toutefois, afin d'assurer un meilleur suivi de l'exécution de ces ressources, la Circulaire N°0000242/C/MINFI du 30 décembre 2020 portant instructions relatives à l'Exécution des Lois de finances, au Suivi et au Contrôle de l'Exécution du Budget de l'État et des autres Entités Publiques pour l'exercice 2021 définit les rôles des différents acteurs impliqués dans ce processus.

Ainsi, le processus d'exécution des financements extérieurs est schématisé ci-dessous :

Figure 1: processus d'exécution financière des financements extérieurs



## III. SITUATION DE L'EXECUTION DES FINANCEMENTS EXTERIEURS

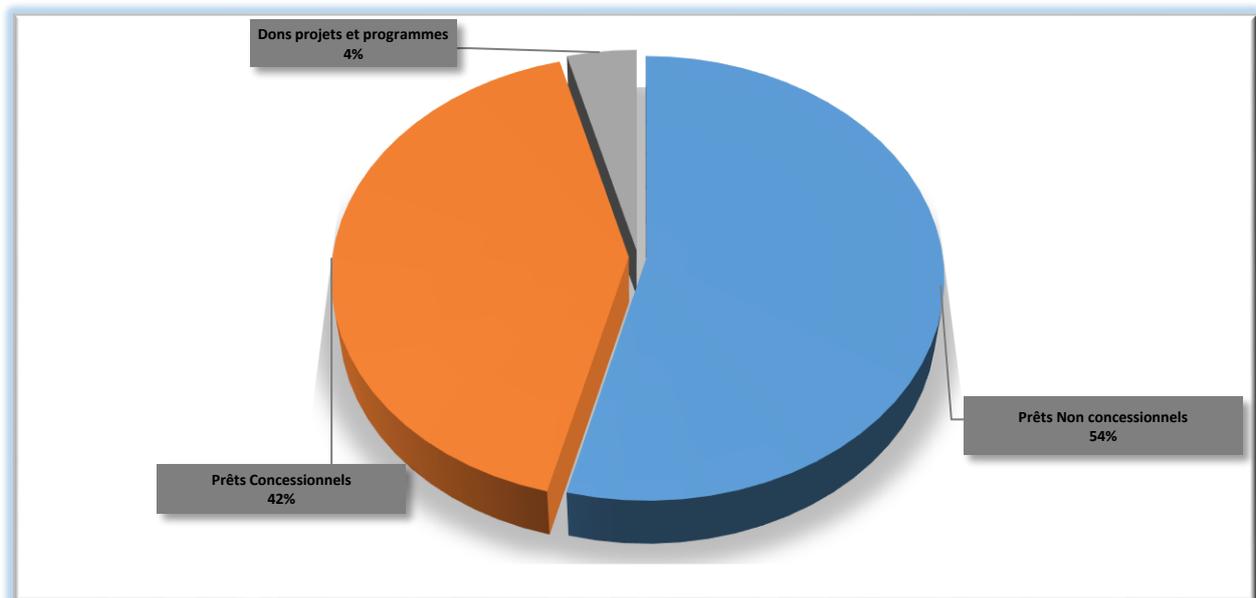
### III.1. Synthèse de la budgétisation des financements extérieurs

Conformément à la Loi N° 2020/018 du 17 décembre 2020 portant Loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2021, le plafond des décaissements sur financements extérieurs est fixé à **FCFA 733,8 milliards**.

Dans le cadre du pilotage effectué par le Gouvernement dans l'exécution du budget, le Ministère des Finances est souvent amené à effectuer des virements pour des besoins de couvertures budgétaires. C'est ainsi que suite à des virements effectués au cours de l'exercice budgétaire 2021, la dotation budgétaire allouée aux financements extérieurs est passée à **FCFA 518,95 milliards**.

Les prêts non-concessionnels représentent plus de 50% du plafond de décaissement (cf. figure 2).

Figure 2 : Répartition du plafond de décaissement par type de financement (en milliers de FCFA)



## III.2. Situation de l'exécution des financements extérieurs au terme de l'exercice 2021

### III.2.1. Situation des décaissements sur financements extérieurs

#### III.1.2.1. Situation des décaissements sur financements extérieurs

La situation de l'exécution des financements extérieurs du BIP 2021 affiche un montant total de décaissement sur prêts et dons programmes et projets de **FCFA 533,03 milliards** dont **FCFA 490,79 milliards au profit des projets dotés dans le BIP**. Dans le cadre de la stratégie de riposte contre la pandémie de la COVID-19, des décaissements d'un montant global F CFA de 42,24 milliards ont été enregistrés dans le cadre du Compte d'Affectation Spéciale (CAS) COVID.

Concernant les projets du BIP, le taux de décaissement des financements extérieurs est **94,47%** par rapport au plafond révisé suscité. Ces décaissements se décomposent ainsi qu'il suit :

- **dons** : FCFA 86,42 milliards **soit un taux de décaissement de 401,95% par rapport au plafond** ;
- **prêts concessionnels** : FCFA 176,78 milliards, **soit un taux de décaissements de 81,37% par rapport au plafond des décaissements sur les prêts programmes et projets concessionnels inscrits dans la Loi de Finances 2021** ;
- **prêts non concessionnels** : FCFA 227,59 milliards **soit un taux de décaissement de 81,23% par rapport au plafond révisé.**

Au terme de l'exercice budgétaire 2021, il ressort que le plafond des décaissements inscrits dans la Loi des Finances 2021 a été respecté pour ce qui est des prêts projets et programmes concessionnels et non concessionnels.

Pour ce qui est des dons programmes et projets, le dépassement enregistré s'explique par le fait que la collaboration accrue avec certaines administrations, notamment le MINSANTE a permis de capter des décaissements des projets du portefeuille de certains Partenaires Techniques et Financiers au titre des Dons qui échappaient jusqu'ici au circuit de remontée de l'information mis en place au MINEPAT et à la CAA.

**Tableau 1 : Synthèse de l'exécution des financements extérieurs (en milliers de FCFA)**

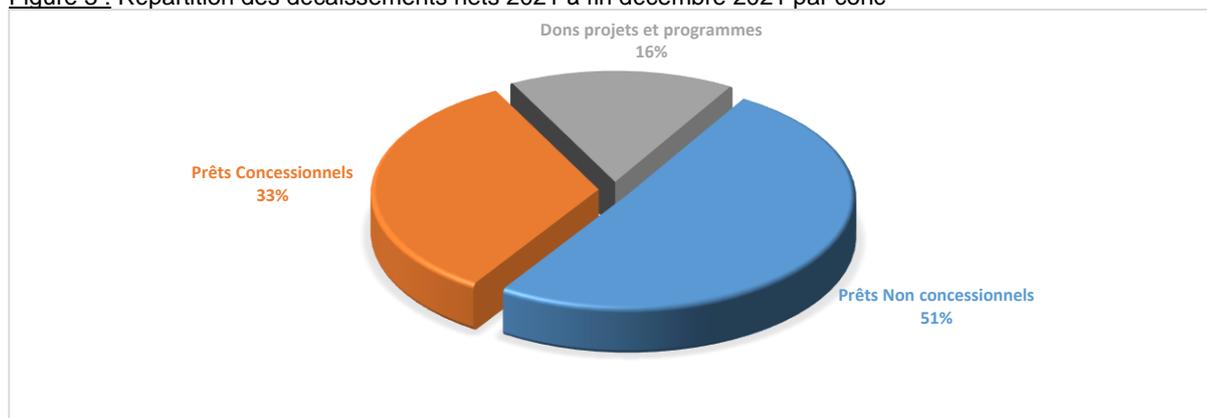
Type de financement	Plafond révisée (a)	Décaissement	Taux	Décaissement	Décaissement
		Budget général	(b)/(a)	CAS Covid 19	(b)
Prêts projets et programmes	497 449 918	404 373 573	81,29	42 243 490	446 617 064
Prêts Non concessionnels	280 195 703	227 589 415	81,23	42 243 490	269 832 905
Prêts Concessionnels	217 254 215	176 784 158	81,37		176 784 158
Dons projets et programmes	21 499 115	86 416 077	401,95		86 416 077
Dons sur statistiques CAA		15 580 647			15 580 647
Dons de l'UE		11 190 329			11 190 329
Autres dons (MINJEC, MINAS, MINSANTE)		59 645 101			59 645 101
<b>Total décaissé</b>	<b>518 949 033</b>	<b>490 789 650</b>	<b>94,57</b>	<b>42 243 490</b>	<b>533 033 141</b>

**Sources** : MINEPAT, CAA

### **III.1.2.2. Situation des décaissements par concessionnalité**

Plus de la moitié du montant des décaissements effectués au cours de l'exercice 2021 sont relatifs aux prêts non concessionnels. Environ le tiers desdits décaissements est relatif aux prêts concessionnels tandis que les dons bénéficient de 16% des décaissements effectués en 2021 (graphique 1).

Figure 3 : Répartition des décaissements nets 2021 à fin décembre 2021 par conc



cessionnalité

Sources : CAA, MINEPAT

### III.1.2.3. Décaissements sur Financements Extérieurs par type de bailleur

Le volume des décaissements effectués par les bailleurs bilatéraux représente plus de la moitié des décaissements effectués au cours de l'exercice 2021.

**Tableau 2 : Situation des décaissements par type de bailleur**

Bailleurs/type de coopération	Concessionnel	Don	Non Concessionnel	Total général
<b>Bilateral</b>	<b>31 653 824 480</b>		<b>80 097 272 373</b>	<b>111 751 096 853</b>
AFD	11 740 416 648		17 543 865 828	29 284 282 476
EXCH			53 877 320 059	53 877 320 059
EXIND			8 676 086 486	8 676 086 486
EXKOR	9 669 695 482			9 669 695 482
FKDEA	2 155 242 896			2 155 242 896
Fonds Saoudien de Developpement	1 571 975 945			1 571 975 945
JICA	6 365 471 791			6 365 471 791
KFW	151 021 718			151 021 718
<b>Commercial</b>			<b>43 028 904 722</b>	<b>43 028 904 722</b>
AEI			42 243 490 337	42 243 490 337
BELFIUS			496 193 104	496 193 104
DEES			289 221 281	289 221 281
<b>Don</b>		<b>86 416 077 161</b>		<b>86 416 077 161</b>
AFD		19 678 710		19 678 710
BAD		1 832 851 486		1 832 851 486
BMCE		220 000 000		220 000 000
FAD		242 821 732		242 821 732
FEM		586 217 755		586 217 755
FIDA		252 868 980		252 868 980
Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme		46 555 044 966		46 555 044 966
GAVI Alliance		9 062 883 261		9 062 883 261
IDA		12 645 214 299		12 645 214 299
JICA		993 700		993 700
OMS		1 650 615 132		1 650 615 132
PEPFAR		829 880 715		829 880 715
UE		11 190 329 093		11 190 329 093
UNICEF		1 326 677 332		1 326 677 332
<b>Multilateral</b>	<b>145 130 333 744</b>		<b>146 706 728 207</b>	<b>291 837 061 950</b>
BAD	16 452 895 692		40 045 676 058	56 498 571 750
BADEA	1 275 197 815			1 275 197 815

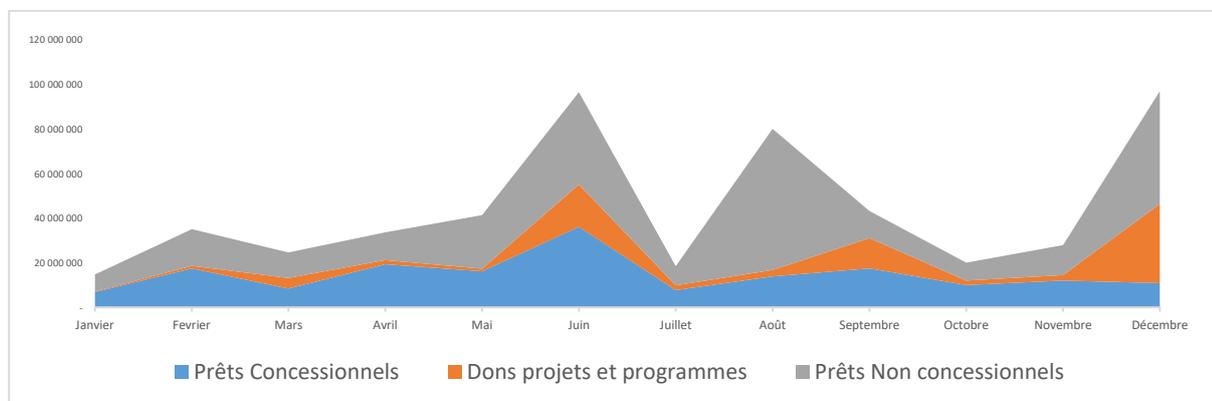
Bailleurs/type de coopération	Concessionnel	Don	Non Concessionnel	Total général
BDEAC	1 788 849 649			1 788 849 649
BEIUE	7 458 231 090			7 458 231 090
BID	13 756 713 300		84 513 674 372	98 270 387 672
BIRD			19 700 034 580	19 700 034 580
FAD	15 169 968 451			15 169 968 451
FIDA	4 091 866 325			4 091 866 325
FS OPEP			2 447 343 197	2 447 343 197
FSN	181 378 367			181 378 367
IDA	84 955 233 055			84 955 233 055
<b>Total général</b>	<b>176 784 158 223</b>	<b>86 416 077 161</b>	<b>269 832 905 302</b>	<b>533 033 140 686</b>

Sources : CAA, MINEPAT

### III.3. Évolution des décaissements sur financements extérieurs au cours de l'exercice 2021

Les niveaux de décaissements les plus importants sont enregistrés au cours des mois de Juin, Août et Décembre. En effet, le volume des décaissements enregistré au cours de ces trois (03) représente 59% du volume global des décaissements effectués en 2021.

Figure 4 : Évolution mensuelle des décaissements nets 2021 à fin décembre



Sources : CAA, MINEPAT

---

## **IV. PRINCIPAUX CONSTATS ET PERSPECTIVES**

---

### **IV.1. Principaux constats**

Les projets à financements extérieurs font l'objet de certains constats inhérents à la contractualisation, budgétisation, à l'exécution et au suivi, dont les principales sont les suivantes :

#### **En matière de contractualisation et de budgétisation :**

- Retards dans le traitement et/ou rejets des demandes de non objection par certains Partenaires Techniques et Financiers ;
- Absence d'alignement des procédures de passation de marchés publics de certains Partenaires Techniques et Financiers aux textes en vigueur au Cameroun.

#### **En matière d'exécution :**

- Retards dans la mise à disposition des fonds de contrepartie (FCP) ;
- Retards dans la libération des emprises de certains projets ;
- Retards dans l'apurement de la dette, qui conduit à un ralentissement des décaissements par certains Partenaires Techniques et Financiers ;
- Crise sécuritaire dans certaines Régions du pays ;
- Crise sanitaire mondiale, à l'origine de la faible mobilité de certains entreprises et équipements ;

#### **En matière de suivi de l'exécution :**

- Faible remontée des informations relatives à l'exécution des projets.

### **IV.2. Perspectives**

Les mesures prises et les multiples rencontres organisées avec les acteurs de l'exécution des projets à financements extérieurs au cours de l'exercice 2021 ont posé les bases pour une exécution optimale de ces financements extérieurs, surtout en ce qui concerne les appels de fonds et la diffusion des informations sur l'exécution des projets. Ces dispositions ont permis de réduire considérablement les écarts constatés entre le niveau des décaissements des financements extérieurs et le plafond défini dans la Loi de Finances.

A l'effet d'apporter des solutions adéquates aux difficultés et contraintes relevées, il serait nécessaire de :

- 
- poursuivre les démarches engagées dans le cadre du Programme Economique et Financier avec le FMI pour la rationalisation des nouveaux engagements sur ressources extérieures. Cette mesure permettra de reconstituer un espace budgétaire conséquent pour la bonne conduite des projets déjà en cours ;
  - renforcer les dotations en Fonds de Contrepartie (FCP) pour mieux accompagner les projets à financements extérieurs ;
  - renforcer le suivi de la performance des projets à financements extérieurs. A ce propos, il s'agit d'amener les Unités de Gestion des Projets (UGP) à financements extérieurs à rendre régulièrement compte ;
  - accélérer la mise en place du système intégré de gestion de l'investissement public qui permettra de suivre les projets sur toute leur durée de vie (de la phase préparatoire à la clôture), notamment les projets à financements extérieurs.

---

## **ANNEXES**

---

### **Annexe 1 : Situation de l'exécution des financements extérieurs par chapitre**

---

## **Annexe 2 : Situation de l'exécution des financements extérieurs par chapitre et par tâche**